
La monnaie en tant que relation sociale. Enjeux théoriques et portée institutionnelle

Money as a Social Relation: Theoretical Issues and Institutional Scope

Adrien Faudot, Jonathan Massonnet et Jean-François Ponsot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3872>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.3872](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.3872)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Adrien Faudot, Jonathan Massonnet et Jean-François Ponsot, « La monnaie en tant que relation sociale. Enjeux théoriques et portée institutionnelle », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 59 | 2018, mis en ligne le 01 janvier 2018, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3872> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.3872>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La monnaie en tant que relation sociale. Enjeux théoriques et portée institutionnelle

Money as a Social Relation: Theoretical Issues and Institutional Scope

Adrien Faudot, Jonathan Massonnet et Jean-François Ponsot

1. Introduction

- 1 Malgré les pages innombrables déjà écrites à son sujet, la monnaie reste un sujet d'étude sans cesse renouvelé, notamment parce qu'elle n'est pas définie de manière unitaire dans la littérature, et que ses manifestations (qu'elles soient physiques, politiques et sociales) changent constamment. Ces dernières années, les origines et les conséquences de la crise des *subprime*, ainsi que les réponses politiques dont celle-ci a été l'objet, ont suscité un regain d'intérêt dans l'analyse du concept de monnaie et un essor des nouveaux phénomènes monétaires. C'est dans ce diptyque (concept et phénomènes) que le présent numéro d'*Interventions économiques / Papers in Political Economy* s'inscrit, l'ambition étant notamment de compléter des numéros (à propos de la monnaie) parus récemment dans le *Journal of Cultural Economy* (2015), la *Revue de la régulation* (2015), ainsi que dans le *Cambridge Journal of Economics* (2016), et qui s'intéressent tantôt à l'ontologie de la monnaie, tantôt aux contestations et aux réformes monétaires. Aussi s'agit-il de croiser les volets théoriques, empiriques et normatifs de la monnaie afin de nourrir une intelligence plurielle et transversale de celle-ci, lorsque des passerelles sont jetées entre les différentes approches théoriques (alternatives) de la monnaie, et que sont posées les bases permettant de mieux appréhender certaines innovations monétaires.
- 2 Du point de vue théorique, les conceptions alternatives de la monnaie considérées en particulier dans ce numéro, à savoir les institutionnalismes monétaires francophones et la théorie du circuit (la théorie des émissions plus précisément), se distinguent de la théorie (néoclassique) instituée en s'intéressant explicitement à la nature sociale de la

monnaie. Dans la théorie instituée, notamment au niveau des modèles d'équilibre général dynamique stochastique utilisés dans de nombreuses banques centrales, la monnaie est toujours vue comme un « expédient technique » (selon l'expression de Schumpeter (1954 p. 389)) visant à prévenir les inconvénients du régime de troc. Certes, les auteurs néoclassiques se sont eux aussi intéressés au concept de monnaie (souvent avec beaucoup de finesse et de technicité), mais cette dernière n'est introduite dans l'analyse qu'une fois déterminée la réalité économique, quand la monnaie n'est qu'un voile recouvrant les prix relatifs entre les marchandises.¹ Ces derniers sont alors des rapports d'échange physiques qui, dans la théorie néoclassique, dérivent *in fine* de l'utilité que les agents économiques retirent de la consommation de chacune des marchandises, la monnaie constituant elle-même un objet utile, sans quoi elle resterait ici hors du champ d'investigation de la valeur. On en déduit que chaque agent économique décide (par un programme d'optimisation sous contrainte) de la quantité de monnaie qu'il détiendra en vue de conclure (et ceci dans un avenir proche ou lointain) des transactions, la monnaie étant ainsi une affaire de choix individuel uniquement. Le problème de ce pur individualisme méthodologique (référence faite ici aux fondations microéconomiques de l'analyse économique) est qu'il n'épuise pas la monnaie, dont l'utilité reste toujours sociale puisqu'il s'agit d'un droit « d'assignation » (Simmel, 1900/1987, p. 177) sur l'ensemble de la communauté. Ne revêtant aucune utilité intrinsèque, sans quoi le concept de monnaie serait assimilé à son support matériel, la monnaie n'est détenue par un agent économique qu'une fois investie d'une puissance d'acquisition sur l'ensemble de la richesse sociale, raison pour laquelle sa valeur n'est pas restituable dans le cadre de la théorie de la valeur-utilité.

- 3 Dans les théories inspirant ou structurant les articles figurant dans le présent numéro, la monnaie n'est pas perdue de vue entre un rôle de phénomène sans relief particulier et un statut de valeur conservée pour elle-même, mais s'inscrit comme le rapport social à travers lequel existe l'activité marchande de la communauté. Les institutionnalismes monétaires francophones trouvent notamment leur origine dans l'ouvrage séminal *La violence de la monnaie* de Aglietta et Orléan (1982),² qui fait procéder la monnaie (en tant que dette) de formes sociales telles que la confiance ou la foi et, dès lors, la considère comme l'opérateur de la valeur. En cela, la réflexion sur la valeur revêt une optique interdisciplinaire en mêlant les dimensions économiques, politiques, historiques ou anthropologiques, ceci en vue de restituer l'émergence, la persistance ou la remise en question des souverainetés monétaires, la monnaie s'instituant ici comme un fait social fondamental. Dans ces conditions, certains des articles qui suivent discutent tour à tour de la pluralité monétaire (le texte de Marie Fare et Pepita Ould-Ahmed), de la dimension de commun de la monnaie, et de la portée de l'anthropologie à cet effet (Jean-Michel Servet et Sophie Swaton), du projet politique et/ou social dans le cadre de la construction de la communauté de paiement (Jérôme Blanc), ou encore de la dimension culturelle de tout ordre monétaire (Charlotte Bellon). Ces contributions dépassent ainsi la conception purement instrumentale de la monnaie et la voient comme un « rapport d'appartenance sociale » (Aglietta et *ali.*, 2016, p. 21), ou comme le mode d'expression de la communauté, là où se joue le lien entre l'individu et le corps social, voire l'altérité même de ce dernier.
- 4 Initiée par Schmitt (1966, 1984), la théorie du *circuit* (ou la théorie des émissions pour la différencier des travaux sur la *circulation* monétaire) fait remonter la détermination (qui s'avère alors strictement économique) de la valeur au niveau de la production. Si la théorie instituée cherche (fautivement) à concevoir l'économie monétaire en

confrontant les marchandises et la monnaie dans les échanges, les théoriciens du circuit montrent (voir Bailly et *ali.* (2016) pour certains développements récents) que la monnaie est une forme numérique associée au produit lors du paiement des salaires. Dans le sillage de la théorie keynésienne de la valeur, la monnaie devient alors la forme sociale des marchandises, ce qui restitue (à la lumière du concept d'unité de salaire) une expression quantitative unitaire, ainsi que le pouvoir d'achat de la monnaie sur l'ensemble des richesses créées dans la communauté. En ce sens, et à partir des principes de la comptabilité à partie double, la théorie du circuit voit dans la monnaie un actif-passif, qui reflue auprès de la banque émettrice aussitôt le paiement effectué, ce qui la distingue radicalement des marchandises (et des actifs financiers) qu'elle enveloppe et véhicule au sein du corps social. Dans ce cadre, trois contributions de ce numéro s'intéressent respectivement à la détermination de la valeur dans la théorie du circuit (le texte de Simon Virely, qui propose à l'origine une critique de l'analyse de Aglietta et Orléan (2002)), à la monnaie en tant que moyen de paiement (Jonathan Massonnet), et à la dimension internationale (européenne) du concept de monnaie véhiculaire (Sergio Rossi). Bien sûr, les institutionnalismes monétaires francophones et la théorie du circuit qui régissent la majeure partie des articles du présent numéro seront complétés par des considérations ponctuelles sur la théorie des conventions, la sociologie économique, ou encore la théorie néo-chartaliste, ce qui ouvre la voie à de nombreux dialogues, tout en rappelant les spécificités de chacune des théories citées ici. En optant pour une optique pluraliste, le présent numéro montre que l'étude de la monnaie et de ses implications en matière institutionnelle ouvre encore aujourd'hui de vastes potentialités (à propos de la valeur par exemple) pour l'analyse économique et la compréhension de l'actualité, tant la théorie instituée achoppe sur une conception individualiste et étriquée de la monnaie.

- 5 La monnaie étant une institution au sens élargi du terme, le présent numéro s'intéresse (sans prétention à l'exhaustivité) également à la diversité des phénomènes monétaires, qui seront appréhendés à partir des théories abordées ci-dessus : peindre un *concret pensé* de la monnaie n'est possible que sur la base de concepts clairement définis. Si la crise des *subprime* a suscité de nouvelles discussions au niveau de l'analyse monétaire, elle a de manière coextensive accéléré le développement de certaines innovations monétaires (le terme 'innovation' est lui-même discutable), tout en mettant en doute la régulation et la supervision traditionnelles du système bancaire. Les nouveaux phénomènes monétaires concernent la construction de circuits d'échanges alternatifs, et peuvent être adossés au système monétaire ordinaire ou s'en détacher en stipulant un mode alternatif au niveau de l'émission de la monnaie, l'analyse de l'institutionnalisation de ces phénomènes devant encore être approfondie. Tant les monnaies locales ou complémentaires que les crypto-monnaies (entendez les monnaies virtuelles décentralisées) sont difficilement appréhendables (cela est moins vrai pour ces dernières) par le biais de la théorie instituée et ont une portée sociale particulière, notamment en référence à la construction de la communauté de paiement et aux valeurs que celle-ci cherche à véhiculer. Dans ce cadre, des contributions du présent numéro discutent tour à tour de l'incapacité de la théorie instituée d'interpréter le développement des monnaies complémentaires (l'article de Marie Fare et Pepita Ould-Ahmed), du rôle des monnaies virtuelles décentralisées dans l'essor de l'économie sociale et solidaire (Pascal Lafourcade, Vincent Mazenod et Ariane Tichit), ou du caractère téléologique de la monnaie (Jérôme Blanc). Par ailleurs, la crise des *subprime* et la crise des dettes souveraines en Europe questionnant la régulation courante (qui

porte sur le *comportement* des agents économiques) en matière bancaire et monétaire, la mise en place d'une réforme *structurelle* (à savoir une monnaie commune au niveau européen) est proposée à la fin de ce numéro (l'article de Sergio Rossi). L'ensemble de ces contributions est encore complété par trois notes de lecture, qui ont l'avantage de revêtir une portée théorique et institutionnelle :

- *Monnaies locales et économie populaire en Argentine* de Hadrien Saiag (note de lecture écrite par Pierre Alary) ;
- *Quantum Macroeconomics : The Legacy of Bernard Schmitt*, sous la direction de Jean-Luc Bailly, Alvaro Cencini et Sergio Rossi (note rédigée par Juan Barredo-Zuriarrain) ;
- *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ?*, sous la direction de Kako Nubukpo, Martial Ze Belinga, Bruno Tinel et Demba Moussa Dembele (note rédigée par Adrien Faudot).

- 6 Ce numéro d'*Interventions économiques/Papers in Political Economy* rappelle ainsi la diversité des théories (et des phénomènes) monétaires, qui est seule à même de pouvoir appréhender toute la complexité de la monnaie. Les textes qui y figurent dépassent le caractère technique de la monnaie qui caractérise la théorie instituée et restitue sa portée institutionnelle fondamentale, quand la monnaie est vue comme un rapport social de dette-crédance entre les individus et le collectif, notamment par le biais de canaux politiques ou du système bancaire. C'est pourquoi le présent numéro comporte des essais critiques destinés à repenser la monnaie, s'employant à discuter différentes approches existantes, avec des grilles de lecture elles aussi variées, ce qui, nous l'espérons contribuera au pluralisme nécessaire au renouvellement et à la pertinence de la pensée économique.
- 7 Dans ce cadre, le présent numéro propose finalement un entretien avec Michel Aglietta, qui livre une synthèse des positions qu'il défend depuis une quarantaine d'années. Les principales controverses théoriques qui agitent les sciences économiques y sont abordées, remises à l'ordre du jour par l'impasse dans laquelle se sont récemment trouvées l'économie mondiale d'abord après 2008, et avec elle, la théorie économique dominante. Au demeurant, la crise de 2008 et ses conséquences ont donné à Michel Aglietta une occasion de plus de mettre en avant les thèmes qui lui sont chers, tels que les rôles de prêteur en dernier ressort des autorités monétaires ou la quête de liquidité par les membres de la société marchande. C'est sur ces différents points que nous avons souhaité l'interviewer.

2. Structure détaillée du présent numéro

- 8 Le présent numéro est subdivisé en trois parties complémentaires, à savoir une première partie sur les nouveaux phénomènes monétaires (le texte de Marie Fare et Pepita Ould-Ahmed, le texte de Sophie Swaton et Jean-Michel Servet et le texte de Pascal Lafourcade, Vincent Mazenod et Ariane Tichit), en particulier les monnaies complémentaires et les monnaies virtuelles décentralisées, une deuxième partie à propos de la monnaie dans le cadre de la construction sociale (le texte de Jérôme Blanc et le texte de Charlotte Bellon), et une troisième partie qui concerne le rapport qu'entretiennent la monnaie et la production (le texte de Simon Virely, le texte de Jonathan Massonnet, ainsi que le texte de Sergio Rossi). Les trois notes de lecture (de Pierre Alary, de Juan Barredo-Zuriarrain et de Adrien Faudot) qui sont mentionnées ci-

dessus figurent en fin de numéro, avant l'entretien avec Michel Aglietta, qui clôt celui-ci.

2.1 Nouveaux phénomènes monétaires

- 9 Le premier groupe de contributions a pour objet les nouveaux phénomènes monétaires. Les nouveaux systèmes monétaires dont il est question ici sont indiscutablement différents, mais ont en commun un développement largement accéléré depuis la crise de 2008 : il s'agit des monnaies complémentaires et des monnaies virtuelles décentralisées (les crypto-monnaies), dont la plus connue est le *Bitcoin*. Leur succès, qui se traduit respectivement par la multiplication et l'institutionnalisation des monnaies locales d'une part, et par la multiplication de ses variantes et la progression fulgurante de la valorisation marchande des crypto-monnaies d'autre part, interpelle les analystes financiers comme les économistes. Il est sans nul doute accentué par l'insatisfaction des réponses politiques post-2008 face à la nécessité d'améliorer les systèmes monétaires et financiers associés aux monnaies nationales « traditionnelles », illustrant la « contestation monétaire » telle que conceptualisée par Ould-Ahmed et Ponsot (2015), c'est-à-dire la volonté de certains groupes sociaux de se réapproprier la monnaie qu'ils utilisent à travers la promotion de nouveaux systèmes d'échanges.
- 10 Marie Fare et Pepita Ould-Ahmed identifient, au départ de leur article, un *theoretical gap* qui va stimuler leur réflexion critique, à savoir l'incapacité des théories dominantes d'interpréter le développement des monnaies complémentaires. Les deux auteures développent une analyse à contresens des approches dominantes, lesquelles considèrent les monnaies complémentaires comme des phénomènes non monétaires. Les approches ciblées ne se limitent pas aux approches habituellement qualifiées d'« orthodoxes » (comme les approches d'inspiration monétariste), ces dernières étant rejointes par les approches chartalistes ainsi que certaines approches institutionnalistes qui y figurent également. Les auteures reviennent notamment sur les difficultés de ces approches à concevoir la pluralité monétaire, et déplorent la manière dont les monnaies complémentaires qui prennent part à la pluralité monétaire sont moquées, ou plus souvent ignorées, notamment en raison de l'absence de reconnaissance légale qui les caractérise, ou de leur pouvoir d'achat limité à des aires géographiques restreintes. Pourtant, la liste des monnaies complémentaires s'est élargie suite à la crise des *subprime* et ces dernières reflètent un phénomène que la théorie économique se doit de prendre en compte, d'autant plus que la dimension éthique (associée au développement durable) des monnaies complémentaires présente un véritable intérêt aujourd'hui. Pour dépasser les écueils des théories monétaires dominantes, les auteures identifient les approches socioéconomiques et certaines approches institutionnalistes comme les plus appropriées pour penser et comprendre les monnaies locales.
- 11 La contribution de Sophie Swaton et Jean-Michel Servet aborde un impensé de la théorie économique dominante, à savoir la dimension de commun de la monnaie. Il s'agit d'un article de portée théorique qui se sert de l'exemple des monnaies locales pour appuyer l'argumentation choisie par les deux auteurs. Les auteurs utilisent les apports de l'anthropologie pour revenir sur le triptyque tiré des travaux de Aglietta et Orléan (1998, 2002) et de Théret (2007) à propos de la monnaie : confiance, dette et souveraineté. Or pour Sophie Swaton et Jean-Michel Servet, ce triptyque, dans lequel la

dette occupe une large place, ne doit pas occulter l'importante dimension de commun (donc de partage) que la monnaie renferme. Les auteurs utilisent les travaux de l'anthropologue Thurnwald (1937), lequel a lui-même beaucoup influencé Polanyi (1983). S'ensuit une stimulante réflexion sur les liens de réciprocité et de partage dans les communautés d'échanges, auxquels est opposée une dimension dominatrice de la monnaie associée à la « mauvaise chrématistique », c'est-à-dire à la recherche de la captation d'un surplus dans l'échange. La réflexion des deux auteurs permet de défendre la thèse selon laquelle les monnaies locales complémentaires ne se limitent pas à des instruments économiques dont la simple circulation servirait au développement durable, les monnaies locales présenteraient plutôt un intérêt majeur dans la mesure où elles réhabilitent la dimension du partage et de la réciprocité. Cette thèse est étayée par de multiples illustrations caractéristiques des monnaies locales complémentaires, par exemple l'usage « solidaire » du fonds faisant office de contrepartie aux billets de monnaie locale ; ou encore les cas de monnaies fondantes, qui reflètent un prélèvement du groupe sur une partie de la masse monétaire.

- 12 Sur un ton engagé, Pascal Lafourcade, Vincent Mazenod et Ariane Tichit discutent dans la troisième contribution du rôle que les monnaies virtuelles décentralisées (ou les crypto-monnaies) peuvent jouer dans l'essor des valeurs et des champs d'activité de l'économie sociale et solidaire. Si les tenants de cette dernière prônent très fréquemment l'utilisation de monnaies locales ou de systèmes d'échanges locaux (SEL) pour ce faire, ces modes de règlement souffrent d'une très forte dépendance au secteur bancaire traditionnel et de contraintes matérielles au niveau de leur diffusion. Des monnaies virtuelles décentralisées développées très récemment (par exemple le *Faircoin*) s'inscrivent dans le sillage des préoccupations de l'économie sociale et solidaire, les auteurs arguant du fait qu'elles sont beaucoup moins énergivores et qu'elles peuvent être couplées avec d'autres innovations sociales, notamment un revenu de base (est discuté là le cas du Sou mayennais). Après avoir souligné les limites qui minent encore ce type de monnaies virtuelles décentralisées, dites « libres », Pascal Lafourcade, Vincent Mazenod et Ariane Tichit proposent finalement une « monnaie avec définition du local par une fonte géolocalisée ». L'idée est que la monnaie se dévalorise (ou fonde selon l'expression de Gesell) selon la distance séparant son lieu d'émission et l'endroit où elle est dépensée, ce qui alors incite à une consommation de proximité et permet d'éviter les contraintes d'une définition administrative de l'aire d'utilisation de la monnaie. Si cette proposition doit forcément être précisée du point de vue de son implémentation, elle se place à la frontière des innovations en matière de crypto-monnaies, tout en fédérant la « capacité de transformation systémique » de ces monnaies et les valeurs portées par l'économie sociale et solidaire. La présente contribution offre par ailleurs une typologie des points communs et des divergences entre les SEL, les monnaies locales, et les crypto-monnaies, mais également des précisions sur les développements récents en ce qui concerne ces dernières, ce qui est bienvenu dans un domaine en évolution rapide.

2.2 Monnaie et communauté marchande

- 13 Le second groupe de contributions, constitué de deux articles, interroge le rapport que la communauté marchande construit et entretient avec la monnaie. Les réflexions qui y sont développées découlent de l'hypothèse que la monnaie incarne la communauté marchande. L'institution monétaire bénéficie du support ou, pour le moins, de

l'assentiment de cette communauté, dont elle enregistre et reflète les croyances et principes éthiques, ce que font ressortir les deux articles.

- 14 Jérôme Blanc développe, dans le premier de ces deux articles, une réflexion sur la communauté de paiement et la dimension téléologique présente dans chaque monnaie, en se basant sur la relecture faite par les « institutionnalistes monétaires francophones » du concept de communauté de paiement, que l'on retrouve dans les travaux pionniers de Knapp (1905/1924). Ce faisant, Jérôme Blanc complète la notion de confiance éthique dans la monnaie : l'auteur constate qu'il y a des communautés monétaires qui ne correspondent pas à des communautés politiques, c'est le cas par exemple des monnaies locales qui constituent des communautés d'échanges sans qu'existe une souveraineté politique à cette même échelle locale. La dimension téléologique de la monnaie se manifeste à travers le projet politique et/ou social partagé par la communauté de paiement. Pour les monnaies locales, il s'agira le plus souvent de développer les « finalités communautaires » telles que l'identité d'une région ou d'une localité, ou bien de promouvoir de nouvelles pratiques de production et de consommation, ce que se donne pour objectif l'association instituant la monnaie.
- 15 Dans la seconde contribution, Charlotte Bellon s'interroge sur la dimension culturelle de la convention monétaire, ceci au prisme de l'ordre monétaire allemand. La culture y est vue comme un « ensemble de pratiques et de représentations communes orientées par des valeurs partagées », raison pour laquelle elle revêt des dimensions « cognitive (capacité à classer), symbolique (référence à un être ensemble commun) et institutionnelle (formes culturelles objectivées : pratiques communes, langues...) ». Selon une perspective synthétique, l'auteure souligne que la relation entre monnaie et culture n'est étudiée que de façon unidirectionnelle dans la sociologie économique, la monnaie étant alors une variable expliquée (ses « formes varient en fonction des groupes qui s'en saisissent ») par la culture, alors que la théorie de la régulation voit (puisque'il s'agit d'une « forme institutionnelle intégrée ») dans la monnaie une variable explicative, mais néglige l'approche culturelle. En mobilisant ensuite des éléments de ces deux approches et de l'économie des conventions, Charlotte Bellon cherche à faire de la monnaie (en tant qu'unité de compte et de moyen d'échange reconnu par les échangistes) une variable « explicative des phénomènes culturels », plus précisément ce qui peut expliquer l'émergence d'une culture de la « stabilité monétaire qui légitime et fonde une croyance collective » autour de l'objectif de stabilité des prix. L'Allemagne est alors le « cas paradigmatique » d'un ordre monétaire ayant « achevé le processus d'inclusion/exclusion [théorisé par Aglietta et Orléan (2002)] au fondement de la monnaie comme valeur ultime de la richesse et étalon de mesure ». Cela se traduit par une « culture allemande de la stabilité », à savoir un « large consensus sociétal sur la nécessité d'une monnaie stable », qui est l'effet de la forme d'accumulation du capital en vigueur en Allemagne, où la société est « organisée de telle manière que le potentiel conflictuel de la divergence d'intérêts soit au maximum désamorcé ». Cette analyse très dense de Charlotte Bellon ouvre finalement un nouveau pan de recherche pour l'analyse monétaire hétérodoxe, qui s'en saisira pour étudier la culture comme un mode de coordination à part entière, notamment en regard de la coordination par le marché ou de l'existence de conventions.

2.3 Monnaie et production

- 16 Le troisième groupe de contributions propose une analyse de la monnaie bancaire et fait remonter sa détermination au stade de la production. Les phénomènes économiques y sont vus comme la conjonction immédiate (comme les deux faces d'une même pièce) du monétaire et du réel, sans quoi l'analyse resterait dichotomique et laisserait des objets matériels sans détermination économique, et une monnaie sans la teneur sur laquelle se reposer. Développée à l'origine par Schmitt (1975, 1984), la théorie des émissions est le port d'attache des trois derniers articles (du présent numéro), qui tire les enseignements des principes de la comptabilité à partie double, précisément de la nature de la monnaie en tant « qu'actif-passif dans l'objet » (Schmitt, 1975, p. 14). Ces contributions ont une visée critique au niveau théorique, mais se veulent aussi constructives, notamment du point de vue de la réflexion conceptuelle, ainsi que dans le cadre de la politique économique, les réformes monétaires ne trouvant leur pertinence que dans le respect des lois régissant l'économie monétaire de production.
- 17 Dans la première contribution, et en regard de certains textes la précédant, Simon Virely questionne l'entreprise (que l'on trouve dans certains institutionnalismes monétaires francophones) consistant à assimiler la monnaie à une pure forme sociale, lorsqu'un objet est institué comme monnaie grâce à la confiance qu'il suscite auprès des échangistes. L'auteur montre qu'une telle entreprise échoue du fait qu'elle ne tient pas compte de la production, qui permet d'avoir ensemble la monnaie et les marchandises : tant qu'elle est vue comme un « objet de consensus », la monnaie appartient à une sphère de détermination étrangère aux marchandises, ce qui répète les écueils de la dichotomie néoclassique. Cette contribution montre notamment de manière convaincante que l'idée selon laquelle la monnaie procéderait d'une polarisation mimétique des échangistes sur un référent unique de la richesse ne peut être située dans le paradigme des échanges relatifs (ou des échanges entre équivalents) retenu. Le passage du subjectif à l'objectif est alors impossible, la monnaie comme moyen de paiement étant fautivement identifiée à une promesse de payer de son émetteur, ce qui va à l'encontre des principes de la comptabilité à partie double et laisse la monnaie sans attache dans la « sphère réelle ». En d'autres termes, la monnaie et la valeur sont d'abord tenues pour séparées pour ensuite s'engendrer de manière réciproque dans le cadre de l'échange marchand, ce qui est impossible puisqu'avant « d'équivaloir, il faut valoir », le problème étant alors que la monnaie ne tire jamais sa « solidité d'elle-même ». La monnaie devant avoir un objet sur lequel se reposer pour exister (et la forme d'existence de cet objet n'étant que monétaire), Simon Virely mobilise finalement la production pour rompre avec l'analyse dichotomique et, de là, proposer une « détermination strictement économique de la valeur ». L'examen du paiement des salaires montre en effet que, dans le sillage de la théorie keynésienne de la valeur, il n'existe aucune « antériorité ou de postériorité de la monnaie vis-à-vis du produit », qui sont indubitablement « unis à l'instant de leur jaillissement ».
- 18 Dans le sillage de la contribution précédente, qui traitait de la monnaie au prisme de la détermination de la valeur, Jonathan Massonnet étudie de façon plus approfondie le concept de monnaie. S'agissant de restituer la nature médiatrice (ou véhiculaire) de la monnaie, à savoir la monnaie dans sa qualité de moyen de paiement, l'auteur montre que les théories monétaires néoclassique (la théorie de l'équilibre général et la Nouvelle

perspective monétariste) et autrichienne échouent dans une telle entreprise. Le problème est que ces théories reposent implicitement ou explicitement sur la parabole du troc, qui voit dans la monnaie une « marchandise intermédiaire », dont l'utilisation « briserait le troc » en séparant l'achat de la vente, d'où l'identification de la monnaie à un objet (non pas le moyen) d'échange. Cette contribution a par ailleurs l'avantage de montrer que la théorie monétaire néo-chartaliste, mais aussi l'institutionnalisme monétaire (francophone) de Aglietta et Orléan (2002), ne dépassent pas les écueils de la parabole du troc puisque la monnaie y est considérée comme un actif net. Dans ces conditions, la monnaie serait créée lors de l'octroi d'un crédit bancaire sans ressource préalable, et détruite par le remboursement postérieur de ce même crédit, ce qui distancie dans le temps le débit et le crédit de la banque et de l'emprunteur et, de là, interdit à celle-ci d'intervenir en tant qu'intermédiaire. L'auteur montre alors à partir de la théorie des émissions de Schmitt (1975, 1984) que la réalité des principes de la comptabilité à partie double exige de la monnaie qu'elle reflue à l'instant (dans le paiement) de son émission puisque le crédit compense aussitôt le débit, et inversement. En tant que flux instantané, la monnaie trouve son attache dans le produit qu'elle véhicule et auquel elle donne un mode d'expression lorsque se constitue (lors du paiement des salaires) le revenu social, raison pour laquelle elle brise le processus d'appropriation du produit, non pas le troc. Dans une économie monétaire de production, les dépôts bancaires sont par conséquent l'association d'une monnaie-forme et d'un produit-fond, ce que l'auteur illustre avec l'analogie de la monnaie et du signe linguistique, qui n'est pas correctement invoquée par les auteurs (notamment Aglietta et *ali.* (2016), mais aussi Michel Aglietta dans le présent numéro) tenant pour séparer la monnaie (le signifiant) et le produit (le signifié).

- 19 Dans la troisième contribution, Sergio Rossi propose un plan de réforme structurelle visant l'abandon de l'euro en tant que monnaie unique, la restauration des souverainetés monétaires nationales des pays concernés, ainsi que l'instauration d'une monnaie commune. Cette dernière est identifiée par l'auteur à une monnaie supranationale que les banques centrales nationales utiliseront pour « régler le commerce international de leurs propres résidents » dans le cadre de la zone concernée. Il s'agit d'un moyen de paiement permettant aux banques centrales de se payer de manière finale et irrévocable, sans quoi celles-ci chercheront à se libérer de leurs obligations en remettant leur propre dette (ou la dette d'une de leurs consœurs) en guise de règlement. Cette situation, qui contrevient à la logique selon laquelle nul ne peut payer avec sa propre dette, est celle actuellement en vigueur au sein de la zone euro, où la Banque centrale européenne n'est pas véritablement une banque centrale pour les banques centrales nationales. Dans le cadre du Système européen de banques centrales, les règlements internationaux s'opèrent avec les monnaies émises par les différentes banques centrales nationales qui, contrairement aux monnaies émises dans le cadre du système bancaire (hiérarchisé) national, ne refluent pas aussitôt auprès des émetteurs. Cela provoque une surémission monétaire pathologique au niveau européen, qui se traduit par les déséquilibres structurels du système de paiement TARGET2 et, plus largement, par une instabilité financière accrue au sein de la zone euro, où la charge des ajustements économiques pèsent trop lourdement (et injustement) sur les pays dont la balance courante est déficitaire. Il s'ensuit une augmentation des divergences dans les trajectoires de croissance économique, qui sont exacerbées par le faible niveau des transferts budgétaires au niveau intra-européen et les politiques d'austérité implémentées au sein des pays déficitaires commercialement

parlant. Réintroduire les monnaies nationales et mettre en place une monnaie supranationale commune permettront alors, dans l'esprit du plan que Keynes (le *Bancor*) a proposé durant la conférence de Bretton Woods en 1944, de répartir la charge des ajustements entre les différents pays de la zone euro. Sergio Rossi propose par conséquent un vrai travail d'économie politique où, à partir de considérations théoriques rigoureuses sur la nature de la monnaie et des paiements, une mesure profonde (structurelle) et précise de politique économique est proposée, lorsqu'il s'agit de mieux ordonner le fonctionnement des institutions. Si cette proposition est iconoclaste, qu'elle risque de susciter de nombreuses oppositions et que, de là, ses conséquences politiques doivent être considérées de manière plus approfondie, elle nourrit les discussions sur le futur de la zone euro, dont la crise nécessite des solutions nouvelles, ou renouvelées.

BIBLIOGRAPHIE

- Aglietta, Michel et André Orléan (1982). *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 324 pages.
- Aglietta, Michel et André Orléan (2002). *La monnaie : entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob, 378 pages.
- Aglietta, Michel et André Orléan (sous la direction de) (1998). *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 393 pages.
- Aglietta, Michel, Pepita Ould Ahmed et Jean-François Ponsot (2016). *La monnaie : entre dettes et souveraineté*, Paris, Odile Jacob, 460 pages.
- Alary, Pierre, Jérôme Blanc, Ludovic Desmedt et Bruno Théret (sous la direction de) (2016), *Théories françaises de la monnaie*, Paris, PUF, 416 pages.
- Bailly, Jean-Luc, Alvaro Cencini et Sergio Rossi (sous la direction de) (2016). *Quantum Macroeconomics : The Legacy of Bernard Schmitt*, Londres et New York, Routledge, 232 pages.
- Christiano, Lawrence Joseph, Martin Stewart Eichenbaum, et Mathias Trabandt (2017). On DSGE Models, *mimeo*, 29 pages.
- Knapp, Georg Friedrich (1905/1924). *The State Theory of Money*, Londres, Macmillan, 162 pages.
- Lagos, Ricardo, Guillaume Rocheteau et Randall Wright (2017). Liquidity : A new Monetarist perspective, *Journal of Economic Literature*, vol. 55, n° 2, pp. 371-440.
- Ould-Ahmed, Pépita et Jean-François Ponsot (2015). Contestations monétaires : une économie politique de la monnaie, *Revue de la régulation*, n° 18, pp. 1-11.
- Polanyi, Karl (1983). *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 448 pages.
- Rogers, Colin (1989). *Money, Interest and Capital : A Study in the Foundations of Monetary Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 336 pages.
- Schmitt, Bernard (1966). *Monnaie, salaires et profits*, Paris, PUF, 354 pages.

Schmitt, Bernard (1975). *Théorie unitaire de la monnaie, nationale et internationale*, Albeuve, Castella, 134 pages.

Schmitt, Bernard (1984). *Inflation, chômage et malformations du capital*, Albeuve et Paris, Castella et Economica, 589 pages.

Schumpeter, Joseph Aloïs (1954/1983). *Histoire de l'analyse économique*, vol. 1, *L'âge des fondateurs*, Paris, Gallimard, 546 pages.

Simmel, Georg (1900/1987). *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF, 662 pages.

Théret, Bruno (sous la direction de) (2007). *La monnaie dévoilée par ses crises*, 2 volumes, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 510 et 294 pages.

Thurnwald, Richard (1937). *L'Economie primitive*, Paris, Payot, 390 pages.

NOTES

1. En cela, l'intégration de « frictions financières » (voir Christiano et *ali.* (2017)) pour une recension très récente en la matière) dans les modèles d'équilibre général dynamique stochastique (pour répondre aux défis posés par la crise des *subprime*) ne règle pas le problème du caractère « inessentiel » de la monnaie dans la théorie de l'équilibre général (Rogers, 1989), tout en assimilant le plus souvent les banques à des intermédiaires financiers uniquement, ce qui laisse inexpliquée la création monétaire. Par ailleurs, Jonathan Massonnet montre dans le présent numéro que la « Nouvelle perspective monétariste » (Lagos et *ali.*, 2017) en ce qui concerne la liquidité ne répond pas aux problèmes de circularité logique minant la théorie de l'équilibre général.

2. Comme le rappellent Alary et *ali.* (2016) dans leur anthologie, les institutionnalismes monétaires francophones sont la conjonction des travaux de plusieurs auteurs, notamment Michel Aglietta, Jean Cartelier, André Orléan, Jean-Michel Servet et Bruno Théret.

AUTEURS

ADRIEN FAUDOT

Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER), CREG, Université Grenoble Alpes, France, adrien.faudot@univ-grenoble-alpes.fr

JONATHAN MASSONNET

Lecteur, Haute école de gestion, Genève, Suisse, jonathan.massonnet@hesge.ch

JEAN-FRANÇOIS PONSOT

Maître de Conférences HDR, CREG, Université Grenoble Alpes, France, jean-francois.ponsot@univ-grenoble-alpes.fr